

## Réponse de l'AFIEG à la Consultation publique n°2019-014 du 23 juillet 2019 relative au prochain tarif d'utilisation des infrastructures de stockage souterrain de gaz naturel de Storengy, Teréga, et Géométhane

4 octobre 2019

### Question 1 Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour le tarif ATS2 ?

Nous sommes favorables à cette différenciation qui devrait inciter les opérateurs à mieux dimensionner leurs dépenses d'investissement aux besoins de la sécurité d'approvisionnement, et limitant ainsi le risque de surinvestissement.

### Question 2 Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?

Non

### Question 3 Etes-vous favorables aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATS2 ?

Oui

### Question 4 Avez-vous des remarques concernant le calendrier et les principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATS2 ?

Non

### Question 5 Etes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?

oui

### Question 6 Etes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif ATS2 ?

oui

### Question 7 Etes-vous favorable à la simplification et à l'évolution du dispositif de régulation incitative de la qualité de service, notamment environnementale, envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?

Oui

### Question 8 Etes-vous favorable à ce que les opérateurs de stockage reçoivent un bonus/malus équivalent à 0,5 % des premiums des enchères de stockage lorsque le niveau du filet de sécurité est atteint ?

Oui

### Question 9 Etes-vous favorable à la fixation dans le tarif des pénalités à verser par l'opérateur de stockage à un client en cas de non disponibilité des capacités achetées par celui-ci ?

Nous y sommes favorables. Nous souhaitons toutefois que le tarif prévoie une indemnisation allant au-delà du simple dédommagement à l'euro, pour deux raisons :

- Le préjudice financier subi par les expéditeurs en cas d'indisponibilité de capacités vendues dépasse le coût d'achat des capacités,
- L'objectif d'une pénalité est de désinciter les opérateurs, ce qui n'est pas le cas si les stockeurs n'ont l'obligation que de rembourser la valeur d'achat des capacités à l'euro l'euro.

A minima, les niveaux de pénalité prévus aujourd'hui dans les contrats des opérateurs de stockage devraient être repris par la CRE, notamment les niveaux majorés.

Par ailleurs l'AFIEG souhaite que les actifs rendus indisponibles soient retirés du périmètre de la régulation pour l'année en question, de façon à ce que les clients finaux ne financent pas un actif n'ayant pas contribué à la sécurité d'approvisionnement.

**Question 10 Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?**

Non

**Question 11 Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATS2 pour Storengy, Teréga et Géométhane ?**

L'AFIEG est globalement d'accord avec les analyses et propositions de la CRE.

S'agissant des prévisions de charges nettes d'exploitation, l'AFIEG partage avec la CRE l'avis que les niveaux demandés par les opérateurs ne sont pas justifiés dans un contexte général de baisse de la demande de gaz. L'AFIEG se prononce par conséquent en faveur de la borne basse recommandée par l'auditeur externe, et souhaite que les niveaux de revenu autorisés demandés par les opérateurs soient revus à la baisse en conséquence.